

« VIVRE EN GRECE AVEC LA CRISE »

**Témoignage de Georgia BECHLIVANOU,
membre de la section LDH Paris 20,
gréco-française, membre de « parisi-kinima »
<http://initiativegrecqueaparis.wordpress.com/>**

Paris, le 14 avril 2012

La crise que connaît la Grèce depuis 4 ans, au lieu de reculer à coups de plans d'austérité et de prêts des milliards, s'aggrave. Nous souhaitons livrer ici un témoignage sur les mesures d'austérité prises à l'autel de la dette (1), les conséquences dramatiques déjà constatées en termes économiques, politiques et humains (2) et les réactions citoyennes de résistance (3) avant de dresser un rapide bilan (4).

1. LES MESURES D'AUSTERITE

Les mesures imposées par la troïka (BCE, FMI, Commission européenne), présents maintenant quotidiennement en Grèce, avec la complicité des principaux partis politiques grecs ont visé tour à tour : les biens et les services publics, les fonctionnaires, les salariés du privé, les retraités, les jeunes et les malades.

LES BIENS ET SERVICES DE L'ETAT

Vague de privatisation des services publics (EDF, Téléphonie, Transports) et de **cessions des biens publics** à des groupes étrangers. Un vaste plan de cession est prévu pour trouver 50 milliards d'euros jusqu'à 2017.

Sont concernés, parmi d'autres : des concessions autoroutières, la compagnie des eaux de Thessalonique (la seconde ville du pays), des aéroports, une douzaine de ports commerciaux capables d'accueillir des ferries; 850 ports régionaux; une quinzaine de marinas, la plus importante mine de nickel d'Europe, avec un port adjacent; des opérateurs de croisières maritimes, des compagnies de traitement des déchets, l'ancien aéroport d'Hellenikon, la compagnie nationale du gaz et 35% de la plus importante raffinerie pétrolière du pays ; 49% de la société nationale des chemins de fer, 39% de la poste hellénique. La participation de l'Etat sera plafonnée à 34%.

Des potentiels acheteurs : la Chine (qui a déjà obtenu la concession du port de Pirée pour 35 ans), l'Allemagne qui exploite déjà l'aéroport international d'Athènes (depuis 1996 jusqu'en 2025), l'Inde, la Russie, la Turquie. La France n'est pas en reste : l'entreprise française Veolia s'intéresse à la distribution de l'eau à Athènes (affaire florissante) et l'EDF au gisement sous-marin de gaz de Kavala.

LES SALARIES

Haro sur les fonctionnaires : S'il y a une hypertrophie incontestable de fonctionnaires (750 000 personnes, soit près de 15 % de la population active), la brutalité et le mode de licenciements ont été violents. Des licenciements collectifs de fonctionnaires : 4 000 en automne 2010 ; 15 000 fonctionnaires, en automne 2011, sous forme d'affectation à la « réserve de la fonction publique », un mode inventé de mise au chômage technique, avec amputation de leur salaire de 40 % pendant 1 an avant d'être mis d'office à la retraite, mutés ou tout simplement licenciés. 150 000 fonctionnaires vont être licenciés d'ici à 2015.

Aux licenciements, s'est ajouté : la baisse de salaire de 15% ; la suppression du 13e mois et des primes de fin d'année ; la ponction, en 2010, à la source d'un impôt de solidarité nationale. D'ailleurs, de nouvelles vagues de licenciements de fonctionnaires sont programmées.

Attaques contre des salariés du privé vers un appauvrissement et asservissement au nom de la compétitivité avec le tiers monde comme remède imposé par Madame Merkel pour relancer l'économie grecque ! La troïka a imposé, en février 2012, au premier syndicat grec, la GSEE, une baisse du SMIC de 22% et de 10% supplémentaire pour toute nouvelle embauche. Il est passé de 741 brut à 586 € (489 € net). Pour les moins de 25 ans, la réduction est de 30%, passant à 527 € brut (440 € net). Alors que Georges Papandréou, premier ministre en octobre 2011, avait refusé la baisse demandée par le FMI à 750 euros en disant : « *On ne va pas transformer la Grèce en Inde.* »

Dans ce même objectif, celui de la compétitivité, a été imposé par la troïka en février dernier le non renouvellement des actuelles conventions collectives de travail au moment de leur expiration, afin de rendre le marché du travail flexible et bon marché. Cette mesure vise la primauté du contrat sur la loi permettant aux employeurs de négocier les salaires à la baisse et de faciliter les licenciements.

Premier exemple de l'efficacité de cet appât : l'Air Méditerranée a commencé sa délocalisation en Grèce.

Les retraites n'ont pas échappé à cette attaque organisée contre le droit social. De la même manière que les salaires des fonctionnaires, les retraites ont subi des diminutions successives. En 2010, les retraites du secteur public ont été réduites de 10 % et celles du privé de 7 % ; en 2011, les retraites supérieures à 1 200 euros par mois ont encore été réduites de 20 %.

Il est estimé que les travailleurs en matière de droits et de rémunération sont à des niveaux semblables à ceux des années 1950.

DE NOUVEAUX IMPOTS

A part l'impôt de solidarité nationale imposé aux fonctionnaires, en 2011, d'autres formes d'impôts ont été créées :

- Impôts fonciers qui, faute de cadastre, a été inclus cet hiver sur les factures d'électricité accompagné du chantage de coupure d'électricité en cas de non paiement ;

- Impôts sur les voitures, les bateaux, les piscines ;
- Taxe sur la « tête » : chaque personne a dû payer un impôt indépendamment de ses biens et ressources ;
- Le seuil minimum imposable a été ramené à 5 000 euros.
- La TVA est passée de 19 à 23 %

LES COUPES DANS LE SYSTEME DE SANTE ET D'EDUCATION

Déremboursement de certains soins et médicaments.

- Coupes budgétaires dans les subventions aux hôpitaux.
- Mise à contribution des assurés : ticket minimum de 5 euros pour l'accès aux soins dans les hôpitaux.

A noter que les prix de consultation des médecins de ville sont équivalents à ceux pratiqués à Paris.

L'Eglise a créé ses propres centres de soins mis à la disposition gratuitement des personnes malades et sans ressources. En revanche, l'Eglise n'est toujours pas imposable ni les armateurs, alors que les prêtres en Grèce sont des fonctionnaires de l'Etat !!!

Des projets de réforme des universités et centres de recherche sont avancés visant leur regroupement et donc la fermeture de certains ; ils n'ont pas encore été mis à exécution face à l'opposition des directeurs de ces établissements.

2. LES CONSEQUENCES DESASTREUSES

Les conséquences désastreuses de la politique d'austérité n'ont pas tardé à apparaître tant sur le plan économique que sur le plan humain

RECESSION DE L'ECONOMIE

Destruction des emplois, fermeture de petites entreprises, des licenciements, des difficultés d'accès au crédit aussi bien pour les entreprises que pour les particuliers.

Diminution importante du pouvoir d'achat alors que les prix de produits de consommation de première nécessité (pain, lait) ou encore l'essence, sont de prix équivalent (pain 0,74 la baguette) voire plus chers qu'en France (le litre de lait, est à 1,29€ et l'essence, sans plomb 95 est à 1,819€/L).

Les soi-disant plans d'aide de l'Europe et du FMI ne vont pas au soutien des entreprises et à l'investissement mais au remboursement de la dette, voire au remboursement seulement des intérêts de la dette.

APPARITION DE LA MISERE SOCIALE ET HUMAINE DANS LES RUES DES GRANDES VILLES

- Apparition de la soupe populaire (assurée notamment par l'église) et présence des personnes bien habillées mais dépourvues d'argent pour s'alimenter ;
- Augmentation spectaculaire du nombre de mendians.
- Mise en place d'un système d'aide alimentaire par tickets de rationnements, distribuée d'abord dans dix-huit établissements scolaires des quartiers populaires de l'agglomération athénienne.
- Augmentation des maladies et des personnes non soignées.

AUGMENTATION DES SUICIDES : ACTES DE DESESPOIR ET ACTES DE RESISTANCE

Il est significatif de souligner que la Grèce qui, encore en 2009, était le pays qui avait le taux de suicide le plus bas de l'Europe (selon les statistiques du Ministère de la santé), a depuis connu une augmentation de 40%.

Avec des suicides qui ont marqué les esprits : comme l'immolation d'une personne devant une banque qui lui avait refusé d'échelonné ses crédits, à Thessaloniki, en septembre 2011 ; le suicide d'un couple de parents qui ne pouvaient plus assurer les frais médicaux de leur enfant qui souffrait de cancer ; ou celui du retraité, Dimitris Christoulas, ex-pharmacien qui s'est tiré une balle à la tête, le 4 avril à la place de Syntagma.

MONTEE EN PUISSANCE DES SENTIMENTS NATIONALISTES ET DE L'EXTREME DROITE

L'extrême droite a pu participer au gouvernement « technique » : celui-ci a été composé du parti socialiste, de la droite et de l'extrême droite.

- Mise en place des milices privées pour protéger les habitants des quartiers ayant une forte présence des personnes immigrées.
- En projet, la création de 30 centres de rétention de capacité pour chacun d'eux de 1000 personnes gardées par 1000 autres personnes qui vont être spécialement recrutées pour ces postes. Un nouveau gouffre pour les finances publiques, de surcroît, à des fins de création d'une clientèle électoraliste (programmées pour le 6 mai 2012) comme les hommes politiques de tous bords en Grèce savent faire.

CREATION DES CORPS DE SECURITE NOUVEAUX.

Actuellement, un appel est en cours pour le recrutement, via les réseaux sociaux, des personnes à partir de 16 ans en vue de la création d'une « milice citoyenne ». Composée de volontaires (qui peuvent évoluer vers des postes rémunérés) et entraînés par des policiers et autres corps de l'armée, elle sera ouverte à des financements privés.

Son but : seconder la police et l'armée face à l'augmentation de la délinquance et des ennemis (non précisés).

DES ECOLES SANS MANUELS NI CANTINES

L'année scolaire 2011-12 a commencé et fonctionné pendant 3 mois sans manuels scolaires. Et des cas de fermeture de cantines ont été signalés.

UN PAYS OU TOUT SE VEND, TOUT SE LOUE, TOUT SE BRADE

Commencée par les privatisations des services publics, la location des biens publics aux investisseurs cette « politique », si l'on peut encore l'appeler ainsi, continue avec la location de la police nationale : possibilité de louer les humains (les policiers) et le matériel. 30 euros à l'heure la location d'un policier !

CRISE POLITIQUE /CRISE DE DEMOCRATIE

Hold-up commis par le gouvernement bicéphale européen « Merkel-Sarkozy » sur le gouvernement grec : Débarquement du gouvernement élu de Papandréou suite à sa déclaration de recourir à la consultation du peuple grec sur l'acceptation du sixième plan d'austérité. Remplacement par un gouvernement dit « technique » avec à sa tête un banquier, ex-employé de « Goldman Sachs » qui, à ce titre, avait aidé les autorités grecques de l'époque pour « maquiller » ses comptes afin d'entrer dans la zone euros.

3. LES REACTIONS CITOYENNES

Parallèlement aux manifestations géantes (regroupant des personnes qui n'avaient jamais manifesté), aux violences lors de ces manifestations contre les banques et les bâtiments d'Etat, et à l'occupation de la place « Syntagma » (traduction « place de la Constitution »), par les « Indignés » de manière quasiment permanente, un certain nombre d'initiatives citoyennes ont vu le jour visant à prendre en main leur destin en se passant de l'Etat.

- ➔ **Création du collectif « je ne paie pas »,** qui dénonce la hausse des prix, y compris par des actions coup de poing, par exemple, aux péages pour enlever les barrières et laisser les voitures passer (actuellement un nombre de ces collectifs sont poursuivis pénalement par la justice).
- ➔ **Mise en place de l'économie solidaire :** mode d'échanges des biens et des services sans argent (le troc)
- ➔ Organisation de **vente directe aux consommateurs** sans passer par les intermédiaires : notamment le mouvement de distribution des « pommes de terre ». Le succès de cette expérience est tel qu'on s'attend à une extension à la vente des oignons, de l'huile, des oranges ou encore de la viande.
- ➔ Apparition des **assemblées citoyennes** sur les places des quartiers pour comprendre cette crise sans précédent et chercher des réponses, si besoin sans l'Etat.
- ➔ Recours à **la gestion autonome** d'un hôpital et d'un grand quotidien national.
- ➔ Crédit des **comités d'audit de la dette** pour faire la part entre la dette réelle et la dette « honteuse », à savoir celle due à la spéculation dont le remboursement ne doit pas revenir sur les épaules de simples citoyens.

4. LE BILAN

Alors que cette politique a déjà produit des conséquences désastreuses humainement, socialement et économiquement, l'objectif est loin d'être atteint : la dette, au lieu de baisser, a explosé en approchant des 170% du PIB, alors qu'en 2009, date de sa découverte, elle n'en représentait que 120%. L'objectif de toutes ces mesures d'austérité est de ramener le niveau de la dette à celui de 2009 en 2020 !!

Le tout soutenu par un gouvernement qui agite la « peur du pire » : l'austérité ou la catastrophe si on n'obéit pas aux dictats des marchés financiers, y compris au mépris des valeurs de la démocratie les plus fondamentales.

Evidemment la question que l'on doit aussi poser est celle, devenue classique : **à qui a profité le crime ?** (l'usage des milliards des aides accordées à la Grèce, notamment depuis la préparation des jeux olympiques). Et **à qui va profiter le crime ?** A savoir celui du démantèlement de la démocratie et des acquis sociaux chèrement acquis en Europe par des luttes des ouvriers et de salariés, autrement dit de petits gens, cette fameuse majorité silencieuse ? Silencieuse jusqu'à quand ?

Pour se tenir informé

Pour suivre l'actualité quotidienne de la crise en Grèce à cause de la dette, vous pouvez vous rendre sur l'excellent blog créé par les étudiants, travailleurs et intellectuels grecs en France à l'instar du même type d'initiative dans de nombreux autres pays à travers le monde :

<http://initiativegrecqueparis.wordpress.com/>